

Iran : l'AFP seul média permanent



Laurent MAILLARD
Directeur du bureau de Téhéran



« Notre travail doit être irréprochable. »

Quelle est la présence de l'AFP en Iran ?

Le bureau de Téhéran compte une dizaine de personnes, dont quatre reporters iraniens et deux photographes. Nous n'avons pour le moment pas obtenu d'autorisation

officielle pour une activité vidéo.

Malgré cela, l'AFP reste pour l'instant bien présente en Iran, alors que depuis les troubles de 2009 la quasi-totalité des médias occidentaux a dû partir. Le bureau de Reuters a ainsi été fermé en mars dernier. L'AFP reste aujourd'hui le média international ayant le plus gros bureau en Iran.

Quelles sont les relations entre l'AFP et les autorités iraniennes ?

Depuis la crise politique de 2009 et les difficultés croissantes liées aux sanctions occidentales, les autorités ont ostracisé les médias occidentaux accusés d'être « à la solde des puissances sionistes ». Dans ce contexte, la situation du bureau de l'AFP est précaire, avec une pression constante. Si le risque d'agression physique est faible, les journalistes risquent en revanche leur liberté en permanence. Depuis l'été, le bureau est sous surveillance accrue, certains de ses membres ont été convoqués et menacés par les services de renseignement, et nous avons subi une campagne de harcèlement par téléphone. Malgré tout, nous continuons à entretenir un contact permanent avec nos autorités de tutelle, le plus ouvert et transparent possible, afin d'essayer de les convaincre que le travail de l'Agence ne constitue pas une menace pour les intérêts du pays. Le problème est qu'elles sont incapables de nous protéger des services de renseignement, devenus tout puissants en Iran.

Malgré les pressions, comment l'AFP continue à travailler en Iran ?

Nous devons être irréprochables. Nous ne faisons aucun compromis sur le choix de nos informations ni sur la qualité de notre travail journalistique. Les conditions sont particulières mais l'AFP en a l'habitude. L'important, dans ce contexte, est d'être suffisamment rigoureux pour éviter la moindre erreur factuelle, la moindre exagération, le moindre mot de travers qui pourrait être utilisé comme prétexte par le régime pour frapper le bureau. Nous demeurons donc strictement factuels, au plus près de la vocation de l'Agence.